

Parcours

De Gaulle, l'Algérie et les militaires

Début 1958, la IV^{ème} République est de plus en plus affaiblie par son impuissance à résoudre le problème algérien. Les gouvernements se succèdent: Mollet tombe en mai 1957, Bourgès-Maunoury en septembre 1957, Gaillard en avril 1958, remplacé par Pierre Pflimlin. Ce dernier, investi en mai 1958, évoque la possibilité de négocier avec le FLN ; en réponse, les Français d'Algérie manifestent en masse à Alger le 13 mai et créent avec des militaires des comités de salut public. Bénéficiant du soutien de l'armée et d'une partie de l'opinion française, le général de Gaulle, qui se place en arbitre de la situation, est appelé par le président de la République René Coty à former un gouvernement. A l'issue du référendum de septembre 1958 sur l'adoption de la Constitution de la V^{ème} République, le général de Gaulle donne pour mission à l'armée de remporter la victoire militaire mais de cesser toute activité politique. De 1959 à 1960, les opérations du plan Challe laminent l'ALN intérieure que les barrages-frontières isolent désormais de l'ALN extérieure. Parallèlement à une politique de modernisation de l'Algérie (Plan de Constantine) et de promotion des Algériens (qui obtiennent les mêmes droits civiques que les Français d'Algérie), le général de Gaulle propose en septembre 1959 l'auto-détermination puis évoque dès juin 1960 « l'Algérie algérienne ». Le 8 janvier 1961, la France approuve par référendum sa politique algérienne. En avril 1961, pour faire échec à cette politique, des officiers généraux s'emparent du pouvoir à Alger mais leur putsch échoue. Réfugiés dans la clandestinité, les activistes de l'OAS (Organisation Armée Secrète, à laquelle participent des officiers), commencent à appliquer la politique de la terre brûlée.

Parcours jeune public

Une guerre sans nom

En novembre 1954, après une série d'attentats, éclate en Algérie une guerre qui mènera à l'indépendance de ce pays en 1962. Cette guerre sans nom (à l'époque on parle des « événements » d'Algérie) conclut de manière douloureuse, et souvent tragique, plus de 130 ans de présence française en Algérie.

